

préalablement tamponnés d'un grand J à l'encre rouge. Le 18 mars le CdZ transmet la liste au Einsatzkommando qui la garde pendant 3 mois et demi et la restitue au CdZ le 2 juillet 1941. Il a ainsi la possibilité de l'exploiter pour compléter son fichier juif, où sont également notées les adresses. La raison exacte pourquoi le CdZ la transmet après quatre mois n'est pas connue. Mais le contexte l'est grâce à de nombreuses publications internationales¹² et au Luxembourg aux travaux de Paul Cerf, Emile Krier, Paul Dostert, André Hohengarten et Marc Schoentgen.¹³ Le 8 mars, Wilhelm Nölle, chef du Einsatzkommando à Luxembourg, e.a. à cause de divergences avec le Gauleiter Simon sur la politique juive, est remplacé par le „SS-Obersturmbannführer“ Fritz Hartmann. Voilà peut-être une raison de la communication de la liste après-coup.

De l'émigration vers l'Ouest à la déportation à l'Est

Elle est en tout cas communiquée et exploitée par la Gestapo au moment où la persécution des Juifs entre au Luxembourg et en Europe de l'Ouest dans une nouvelle phase. Mars-septembre 1941 marque une phase de transition entre la politique de l'expul-

sion respectivement de l'émigration des Juifs vers l'Ouest et leur déportation à l'Est. Dans le cadre d'une politique juive qui oscille au Grand-Duché comme ailleurs entre encouragement et limitation de l'émigration par la Gestapo.¹⁴ Le 20 mars 1941, le Grand rabbin Robert Serebrenik et le président du consistoire Louis Sternberg sont convoqués chez Adolf Eichmann à Berlin. Voici un passage du récit qu'en a fait Serebrenik lors de son témoignage au procès Eichmann: „J'exposais mes vues sur l'évacuation de ma communauté et la possibilité d'obtenir des visas pour les 4.000 juifs allemands.¹⁵ Eichmann dit que le temps pressait et que tout était prêt pour l'embarquement de mes gens 'dans une direction opposée'¹⁶.“ Le 20 mai 1941, le Reichssicherheitshauptamt ordonne d'empêcher l'émigration de Juifs de France et de Belgique „im Hinblick auf die zweifellos kommende Endlösung der Judenfrage“.¹⁷ La décision de la déportation à l'Est est prise définitivement en septembre 1941 à Berlin et les convois qui partent à partir du 16 octobre du Luxembourg sont parmi les premiers en Europe de l'Ouest.¹⁸ Début octobre, Heydrich décide de charger la Sicherheitspolizei (Gestapo et Kripo) de l'organisation des déportations. Les listes pour les transports sont établies par l'Einsatzkommando d'après les critè-

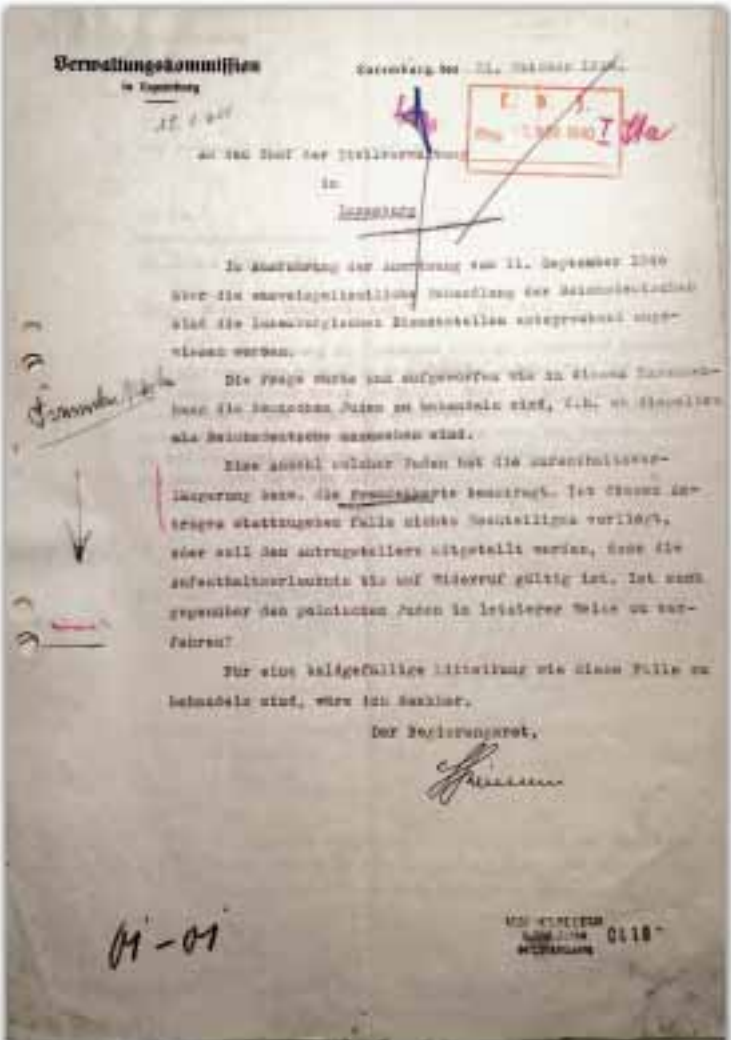


L'Einsatzkommando reçoit la liste le 18 mars 1941 du CdZ et le chef de la section II, Sebastian Ranner, la restitue trois mois et demi plus tard, après l'avoir exploité pour compléter le fichier juif. Source: ANLux, CdZ-A-3020

res généraux du Reichssicherheitshauptamt. Sur la liste de la Commission administrative, dont disposa l'Einsatzkommando pendant presque quatre mois, se trouvent en grande majorité des Juifs polonais ou apatrides qui, après décembre 1940, ont de grandes difficultés de recevoir un passeport à l'étranger. Si ces personnes sur la liste ne parviennent pas à émigrer ou parviennent à passer clandestinement la frontière à l'aide de passeurs (mais beaucoup seront arrêtés également en France et en Belgique et déportés d'ici), ils sont pris au piège. La liste a été établie en novembre 1940, lorsque les fonctionnaires luxembourgeois ne pouvaient pas avoir connaissance de la „solution finale“ future. Mais ils savaient ou pouvaient savoir qu'ils exposaient ces personnes à un grand danger en livrant leurs noms aux nazis qui les persécutaient de diverses façons. Même si Ida Wonagus, contrairement à ses frères et à sa mère, a pu émigrer, le fait que les fonctionnaires n'hésitent pas à mettre, en connaissance de cause puisqu'ils le signalent par écrit, une Luxembourgeoise sur la liste, montre à quel point ils s'inscrivent dans la logique antisémite de l'occupant. L'identification par les noms „à consonance juive“ a en plus conduit à ce que des personnes figurent sur la liste qui n'ont jamais appartenu à la communauté juive.

Il reste encore bien des questions et bien des recherches à faire. D'abord autour de la liste elle-même. Quelles personnes n'étaient pas encore connues par la Gestapo et sont arrivées sur la liste à cause de renseignements que ne pouvait avoir que la Police des étrangers luxembourgeoise? Quel a été leur sort? Combien de ces personnes se trouvaient encore au Luxembourg ou en Belgique et en France? Et puis d'autres questions concernant le contexte historique général auxquelles on ne peut répondre en se basant sur cette seule liste, des questions qui devront être abordées dans le cadre des projets de

recherche à mener par le futur Institut d'histoire du temps présent (à côté d'autres recherches sur le 20^e et 21^e siècle). Des questions auxquelles déjà maintenant un projet de recherche sur l'attitude de l'Etat luxembourgeois à l'égard des Juifs des années 1930 aux années 1950, que j'ai soumis à l'Université du Luxembourg au printemps, tentera, dans la suite du Rapport Artuso, d'apporter des éclaircissements. Juste quelques exemples: Quel est le lien des autres listes avec le fichier juif? Celle de la police locale étatisée du 18 août



Le début de l'engrenage qui mène vers la liste: Louis Simmer, conseiller de gouvernement et membre de la Commission administrative fait du zèle et pose le 31 octobre la question des Juifs allemands et polonais au CdZ. Source: ANLux, CdZ-A-3020

La première page de la liste des „Juden polnischer Abstammung“ de novembre 1940. Source: Archives nationales Luxembourg (ANLux), Fonds Chef der Zivilverwaltung, CdZ-A-3020

1. United States Holocaust Memorial Museum, notice digitale, Aaron Salomon an Ida Wonagus: „Aron emigrated from Poland in the early 1920s to escape the rampant antisemitism and settled in Luxembourg. There he opened a shoe store and met and married Ida Wonagus. (...) The family spoke both Yiddish and Luxembourgish. (...)“ (<http://collections.ushmm.org/search/catalog/pa1179052>).

2. CERF, Paul / FINKELSTEIN, Isi, *Les Juifs d'Esch – Déi Escher Judden. Chroniques de la communauté juive de 1837 à 1999*, Luxembourg, 1999, p. 97-98.

3. SCHMITT-KOELZER, Wolfgang, *Vor 75 Jahren: Jüdische Zwangsarbeiter aus Luxemburg an der „Reichsbahnhof“ in Greimerath bei Wittlich*, in: Kreisjahrbuch Bernkastel-Wittlich 2016, Bernkastel, 2015, p. 177-183.

4. EBERHARD, Pascale, Jakob Hirschhorn: Stationen seines Lebens vor der Deportation, in: EBERHARD, Pascale (Hrsg.), *Der Überlebenskampf jüdischer Deportierter aus Luxemburg und der Trierer Region im Getto Litzmannstadt*, Saarbrücken, 2012, p. 32-33. Voir aussi HEIDT, Günter, „Ich bin so allein und unglücklich, mehr als je zuvor.“ *Jüdische Überlebende des Holocaust in der Nachkriegszeit*, in: Jahrbuch – Kreis Trier Saarburg, 2015, p. 1-14 (article en ligne).

5. Archives nationales Luxembourg (ANLux), AE 3834.

6. Ce fichier est conservé, du moins partiellement, aux archives du Service international de recherches (ITS) de Bad Arolsen.

7. DAMS, Carsten / STOLLE, Michael, *Die Gestapo. Herrschaft und Terror im Dritten Reich*, München, 2008.

8. cité par: SCHOENTGEN, Marc, Das Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes in Luxemburg und die Judenverfolgung im Jahre 1940, in: ALEH, *Du Luxembourg à l'Europe. Hommages à Gilbert Tausch à l'occasion de son 80^e anniversaire*, Luxembourg, 2011, p. 301-326.

9. DOSTERT, Paul, *Luxemburg zwischen Selbstbehauptung und Selbstaufgabe. Die deutsche Besatzungspolitik und die Volksdeutsche Bewegung, 1940-1945*, Luxembourg, 1985, S. 205-209; KRIER, Emile, *Deutsche Besatzung in Luxemburg 1940-1944*, in: BENZ, Wolfgang / HOUWINK TEN CATE, Johannes / OTTO, Gerhard (Hrsg.), *Die Bürokratie der Okkupation. Strukturen der Herrschaft und Verwaltung im besetzten Europa*, Berlin, 1998, S. 27-48; SCHOENTGEN, Marc, Luxembourg, in: GRUNER, Wolf / OSTERLOH, Jörg (Hrsg.), *Das „Großdeutsche Reich“ und die Juden. Nationalsozialistische Verfolgung in den „angegliederten“*

Gebieten, Frankfurt/New York, 2010, 334-361; HOHENGARTEN, André, *Die nationalsozialistische Judenpolitik in Luxemburg* (2. unveränderte Auflage), Luxembourg, 2004.

10. Rapport d'une employée, dactylo à la Gestapo du 21 mai 1946, reproduit chez: SPIELMANN, Alphonse, *Des traîtres?*, Luxembourg, 1984, S. 121-128; Musée national de la Résistance, *Gestapo-Terror in Luxemburg. Verwaltung, Überwachung, Unterdrückung*, Luxembourg, 2015.

11. DOSTERT, Paul, *op.cit.*, (1985), S. 166-167; CERF, Paul, *L'Etoile Juive au Luxembourg*, Luxembourg, 1986, S. 47-48; SCUTO, Denis, *Un exemple flagrant de zèle de la Commission administrative: la liste des 471 Juifs polonais (novembre 1940)*, in: Tageblatt, Nr. 61 (13. März 2013), S. 1, 13-17; ARTUSO, Vincent, *La 'question juive' au Luxembourg (1933-1941). L'Etat luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies*. Rapport final (remis au premier ministre le 9 février 2015), Luxembourg, 2015, p. 169-170.

12. P. ex. PAUL Gerhard / MALLMANN Klaus-Michael (Hrsg.), *Die Gestapo im Zweiten Weltkrieg. 'Heimatfront' und besetztes Europa*, Darmstadt, 2000; MAYER, Michael / HAPPE, Katja / PEERS, Maja (Bearbeiter), *Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden durch das nationalsozialistische Deutschland 1933-1945, Band 5: West- und Nordeuropa 1940-Juli 1942*, München, Institut für Zeitgeschichte, 2012.

13. SCHOENTGEN, Marc, Das „jüdische Altersheim“ in Fünfbrunnen, in: BENZ, Wolfgang / DISTEL, Barbara, *Terror im Westen. Nationalsozialistische Lager in den Niederlanden, Belgien und Luxemburg 1940-1945*, Berlin, 2004, p. 49-71; DOSTERT, Paul, La déportation des juifs à partir du territoire luxembourgeois (1941-1943), in: FUCHSHUBER, Thorsten / WAGENER, Renée (Hrsg.), *Emancipation, éclosion, persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2^e Guerre mondiale*, Bruxelles, 2014, p. 205-221.

14. SCHOENTGEN, Marc, *op.cit.*, 2010, p. 349.

15. Eichmann avait demandé à Serebrenik s'il ne pouvait pas obtenir des visas pour 4.000 Juifs allemands bloqués dans des trains à Berlin.

16. CERF, Paul, *op. cit.*, p. 87.

17. SCHOENTGEN, Marc, *op.cit.*, 2010, p. 349.

18. DOSTERT, Paul, *op.cit.*, (2014), p. 207-208.